



ASSOCIATION LA VIGOTTE LAB
81 Lieu-dit La Vigotte
88340 GIRMONT VAL D'AJOL

RAPPORT **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025



Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC Grande-Aquitaine - 5, Avenue Charles Lindbergh - BP 10 196 - 33708 MERIGNAC Cedex
Tél: 05 56 12 94 93 / Fax: 05 56 12 94 94



CBP AUDIT

Société de Commissariat aux comptes

Inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes

Rattachée à la CRCC Grande Aquitaine

ASSOCIATION LA VIGOTTE LAB

81 Lieu-dit La Vigotte - 88340 GIRMONT VAL D'AJOL

Association déclarée

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'association LA VIGOTTE LAB,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LA VIGOTTE LAB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre société n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice 2024 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note changements de méthodes de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la modernisation des états financiers conformément au règlement ANC n° 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac

Le 02/05/2026

CBP AUDIT

Etienne HARRAN

Commissaire aux comptes

C.B.P. AUDIT

Commissariat aux comptes - Audit

5 Avenue Charles Lindbergh

B.P. 10196

33708 MERIGNAC Cédex

Tél. 05 56 12 94 93 - Fax 05 56 12 94 94

S.A.R.L au capital de 9 000 €

SIRET 507 978 385 00031 – NAF 6920 Z

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	18 631	6 111	12 521	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				18 271
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	11 609	3 965	7 644	8 886
Constructions	178 876	18 454	160 422	167 695
Installations techniques, matériels et outillage industriels	94 192	24 749	69 443	51 901
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	20 185		20 185	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	43		43	43
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	323 536	53 278	270 258	246 797
STOCKS ET EN-COURS	16 950		16 950	
Matières premières et autres approvisionnements	16 950		16 950	
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 405		17 405	7 720
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	88 013		88 013	188 111
Charges constatées d'avance				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	135 146		135 146	123 523
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	257 514		257 514	319 353
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	581 050	53 278	527 772	566 150

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	19 000	
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	19 000	
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	15 009	11 895
Excédent ou déficit de l'exercice	4 706	3 114
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	38 715	15 009
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	121 623	73 820
Provisions réglementées	7 699	
TOTAL FONDS PROPRES (I)	168 037	88 829
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	83 426	87 943
Emprunts et dettes financières diverses	149	44 500
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 419	6 189
Dettes fiscales et sociales	113 570	253 144
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	62 170	5 545
Produits constatés d'avance	40 000	80 000
TOTAL DETTES (IV)	359 734	477 321
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	527 772	566 150

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	85	95
Ventes de biens	16 765	461
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	83 007	72 813
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	298 951	168 034
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	130	
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	105 000	20 000
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	4 861	129
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	508 799	261 533
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	7 507	2 999
Variation de stocks	-16 950	
Autres achats et charges externes	204 700	102 758
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	12 860	2 864
Salaires	193 910	94 144
Cotisations sociales	63 439	32 864
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	26 829	20 946
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 376	4 231
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	494 670	260 807
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	14 128	726
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	634	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	634	
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 357	2 321
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	2 357	2 321
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 723	-2 321
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	12 405	-1 596
Produits exceptionnels (V)		5 568
Charges exceptionnelles (VI)	7 699	859
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-7 699	4 709
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	509 432	267 101
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	504 726	263 987
EXCÉDENT OU DÉFICIT	4 706	3 114
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	5 250	102 950
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5 250	102 950
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	5 250	102 950
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5 250	102 950

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **527 771,81 €**.

Le résultat net comptable est un **bénéfice** de **4 706,47 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Événements post-clôture

Sans impact :

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à constater.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Projet

Préfiguration, développement et gestion des activités du tiers-lieu rural et éco-hameau démonstrateur en s'appuyant sur les espaces et sur les compétences locales pour soutenir les activités de recherche, d'innovation, de démonstration, de formation et de sensibilisation à la transition écologique des territoires et au développement d'un aménagement régénératif.

Moyens mis en œuvre

- espace de recherche ;
- subvention pour financer la recherche et différents projets ;
- proposition de formations à destination d'un public ciblé.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Stocks

Les stocks sont évalués selon :

- La méthode du coût moyen unitaire pondéré (CUMP)

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

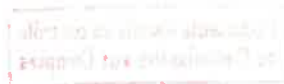
Avances remboursables

Les avances reçues d'organismes publics ou privés pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en Emprunts et dettes financières diverses.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.



Indemnité de départ à la retraite

Les engagements retraites n'ont pas donné lieu à comptabilisation en raison :

- du manque d'ancienneté des salariés,
- de l'absence de salariés proches de l'âge légal de départ à la retraite.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **LA VIGOTTE LAB** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	11 609			11 609
Constructions	177 015	1 861		178 876
Installations techniques, matériel et outillage	4 747	173		4 920
Autres immobilisations corporelles	61 560	27 710		89 271
Immo. en cours, avances et acomptes		20 185		20 185
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés	43			43
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	254 974	49 930		304 904

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains			2 723	1 242		3 965
Constructions			9 320	9 134		18 454
Installations techniques, matériel et outillage			1 679	808		2 487
Autres immobilisations corporelles			12 727	9 535		22 261
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			26 448	20 719		47 167

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise			19 000		19 000
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	11 895	3 114			15 009
Excédent ou déficit de l'exercice	3 114	-3 114	4 706		4 706
TOTAL	15 009		23 706		38 715
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	73 820				121 623
Provisions réglementées					7 699
TOTAL	73 820				129 322
TOTAL GÉNÉRAL	88 829		23 706		168 037

Fonds propres avec droit de reprise

L'association a bénéficié d'un apport avec droit de reprise de la part de France Active le 30/11/2022, pour un montant de 30 000 euros, consenti pour une durée de 60 mois (dont 12 mois de différé), remboursable en 4 échéances annuelles de 7 500 euros.

Elle a également bénéficié d'un second financement sous forme de contrat d'apport associatif le 02/11/2023 de la part d'Antoine Daval.

Ce financement d'un montant de 20 000 euros est remboursable en 3 échéances annuelles selon les modalités suivantes :

Versement 1 : 31 Novembre 2025, montant à rembourser : 6000 euros

Versement 2 : 31 Aout 2026, montant à rembourser : 7000 euros

Versement 3 : 31 Décembre 2027, montant à rembourser : 7000 euros

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		14 000				14 000
Subventions d'exploitation			284 596			284 596
Subventions d'investissement			10 355			10 355
TOTAL		14 000	294 951			308 951

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	4 725	
Afférents aux services autres		
TOTAL	4 725	

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 350 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 15 €/heure correspond à un montant de 5 250€.

*Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*



Fiscalité

Autres (dont intégration fiscale)

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du détail ci-joint :

Secteur lucratif :

- Chiffre d'affaires : 100 065€
- Résultat avant impôts : - 18 121€
- Impôt sur les sociétés : 0€
- Résultat net : - 18 121€

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Secteur non lucratif :

- Chiffre d'affaires : 1 574€
- Résultat avant impôts : 22 726€
- Impôt sur les sociétés : 0€
- Résultat net : 22 726€

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	6
Cadres et ingénieurs	
TOTAL	6

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Informations complémentaires

Convention règlementées 2025

1) Convention conclue avec la SCI familiale du président de l'association, détenue par M. Antoine DAVAL et Mme Claudine DAVAL, représentée par M. Antoine DAVAL.

- Nature et objet : Bail portant sur la location du pavillon situé au 31 La Vigotte.

- Modalité : Le loyer est fixé à 696 euros par mois, soit un montant total de 8 352 euros au titre de l'exercice 2025, auquel s'ajoutent 340 euros de charges de copropriété sur l'exercice.

2) Convention conclue avec la SCI familiale du président de l'association, détenue par M. Antoine DAVAL et Mme Claudine DAVAL, représentée par M. Antoine DAVAL.

- Nature et objet : Bail portant sur la location du pavillon situé au 81 La Vigotte.

- Modalité : Le loyer est fixé à 490 euros par mois, soit un montant total de 5 880 euros au titre de l'exercice 2025, auquel s'ajoutent 100 euros de charges de copropriété sur l'exercice.

3) Convention conclue avec la mère du président de l'association, représentée par M. Antoine DAVAL.

- Nature et objet de la convention : Bail commercial portant sur la location de la salle de séminaire située au 121 La Vigotte.

- Modalité : Le loyer est fixé à 150 euros par mois, soit un montant total de 1 800 euros au titre de l'exercice 2025, auquel s'ajoutent 100 euros de charges de copropriété sur l'exercice.

4) Conventions conclues entre le président Antoine DAVAL et l'association : deux apports avec droit de reprise ont été consentis à l'association afin de compléter ses fonds associatifs, pour des montants respectifs de 20 000 € et 12 000 €, dont un remboursement total de 18 000 € effectué au cours de l'année 2025.

*Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*



Etienne HARRAN
Florian MANIERE
Thibault TESSONNEAU

